

Le régime de Poutine et la consolidation d'un nouvel État impérialiste en Russie

L'économie impérialiste russe actuelle offre une étude de cas du principe de développement inégal et combiné.

Florence Oppen (LIT-CI)

Janv. 2026

Introduction

La Russie actuelle est un État impérialiste, fruit d'un développement industriel uniforme. Le capital monopolistique russe s'appuie de manière disproportionnée sur son appareil militaire pour exercer sa domination sur certaines régions et zones à l'étranger, et n'a pas la capacité de contester l'hégémonie américaine à l'échelle mondiale. L'économie de la Fédération de Russie a été bâtie sur les fondements de l'État ouvrier soviétique, d'abord dégradée par des décennies de stalinisme bureaucratique, puis rapidement privatisée dans les années 1990 après l'effondrement de l'URSS. Les années 1990 ont été économiquement chaotiques pour la Russie et ont entraîné une chute brutale du niveau de vie du prolétariat russe. Les investissements occidentaux dans l'économie russe n'ont cependant pas abouti à sa subordination totale car, au début des années 2000, les capitalistes de connivence de l'ère Eltsine ont été remplacés par des oligarques issus du milieu du renseignement de Poutine. Ces derniers se sont ensuite intégrés à une bourgeoisie étroitement liée à l'État, ce qui leur a valu des financements bancaires publics, des marchés publics et une protection étatique directe.

Les guerres sanglantes en Tchétchénie et dans le Caucase ont permis à Poutine de consolider son pouvoir politique. L'État russe, sous son emprise, a activement favorisé la concentration et l'expansion du capital monopolistique russe, principalement dans les anciennes républiques soviétiques (c'est-à-dire certaines régions d'Europe de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale), mais aussi dans d'autres pays. Il a également instauré un régime autoritaire qui a progressivement ressuscité et promu l'idéologie de l'ancien empire russe pour mener à bien son expansion économique et politique.

L'État impérialiste russe reconstruit après la restauration capitaliste rappelle celui d'avant et pendant la Première Guerre mondiale, ainsi que d'autres puissances historiques entrées tardivement dans des périodes de rivalités interimpérialistes, comme l'Allemagne (1871-1945), elle aussi « contrainte » d'utiliser la force militaire pour pénétrer les territoires impériaux britannique et français. Depuis l'effondrement de l'URSS, l'armée russe a régulièrement endossé le rôle de gendarme réactionnaire face à toute dissidence à la domination russe dans son proche étranger. L'État russe a cherché à réprimer tout mouvement populaire de libération ou toute action ouvrière visant à améliorer les conditions de travail, susceptibles de remettre en cause l'annexion économique de sa semi-périphérie. À cette fin, il a créé l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) en 2002 afin d'institutionnaliser son contrôle. En peu de temps, la Russie impérialiste est intervenue brutalement pour maintenir son emprise sur son étranger proche : en Tchétchénie (1994-1996, 1999-2009), au Tadjikistan (1992-1997), en Géorgie (2008) et en Ukraine (2014, 2022). L'Ukraine n'est cependant pas le seul pays récemment secoué par l'expansionnisme exacerbé de l'impérialisme russe ; le Kazakhstan, l'Arménie,

l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Abkhazie, la Serbie et la Bosnie ont également subi de plein fouet les conséquences de cette expansionnisme.

La théorie marxiste de l'impérialisme et le développement inégal et combiné

Aujourd'hui, le terme « impérialisme » revêt différentes significations. Certains l'emploient pour décrire la hiérarchie des puissances mondiales, ou comme synonyme d'hégémonie ; d'autres le conçoivent comme synonyme de tactiques militaires agressives ou comme une forme de domination fondée sur le contrôle des chaînes de valeur (selon les théories du système-monde). L'intérêt de la théorie marxiste de l'impérialisme, esquissée par Lénine et considérablement enrichie par la suite, réside dans sa capacité à documenter les mécanismes spécifiques du capitalisme qui conduisent les États capitalistes à intervenir économiquement au-delà de leurs frontières, et finalement à recourir à l'intervention militaire pour sécuriser leurs investissements. Si l'essence de l'impérialisme, « la domination des monopoles et du capital financier » et leur volonté incessante de diviser et de rediviser le monde, demeure intacte, la forme de la domination impérialiste a évolué au fil du temps. La domination semi-coloniale indirecte a largement supplanté la propriété formelle des colonies par les puissances impériales.

L'analyse et l'histoire des États impérialistes doivent être appréhendées dans le cadre du développement inégal et combiné du capitalisme mondial, en rupture avec les théories dogmatiques et monolithiques. Chaque pays suit une voie singulière et se trouve constamment confronté à de multiples contradictions. Dans l'introduction à l'édition allemande de *La Révolution permanente* (1930), Trotsky explique que le « type abstrait de capitalisme national » n'existe pas dans la réalité, pas plus qu'un type abstrait d'impérialisme. La plupart de ceux qui nient le caractère impérialiste de la Chine et de la Russie actuelles le font parce qu'ils les comparent à l'impérialisme américain de l'après-Seconde Guerre mondiale, qu'ils érigent implicitement en norme abstraite de ce que doit être un État impérialiste. Ils ne comparent pas les nouveaux impérialismes à la Belgique, à l'Espagne ou à l'Australie, ce qui complexifierait leur raisonnement mécaniste.

Les formations étatiques capitalistes nationales – qu'il s'agisse de pays semi-coloniaux, indépendants ou impérialistes – se comprennent mieux comme des « spécificités nationales », des formations sociales historiques inscrites dans une multitude de relations sociales. Elles représentent « une combinaison originale des caractéristiques fondamentales du processus mondial », elles ne sont « rien d'autre que le produit le plus général de l'inégalité du développement historique ». Trotsky considérerait les formations nationales comme des totalités concrètes, et non comme des variations d'un type national abstrait : « Il est faux de dire que les caractéristiques spécifiques ne sont que des “simples suppléments aux caractéristiques générales”, comme des verrues sur un visage. »

Lénine et Trotsky ont analysé l'émergence et le développement de l'impérialisme mondial du début du XX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale. Leur analyse portait sur un ordre mondial impérialiste en crise, semblable à celui dans lequel le monde s'est engagé au XXI^e siècle. Durant ces deux périodes, des États impérialistes inégaux et diversifiés, chacun doté de forces différentes et résultant d'une combinaison variable de transformations économiques, cherchaient à affirmer leur hégémonie mondiale, dans un contexte de concurrence accrue et d'agressions militaires. Dans ses *Cahiers sur l'impérialisme*, Lénine insistait sur l'analyse des États impérialistes comme étant intégrés à une totalité – un ordre mondial dynamique, caractérisé par des interrelations vivantes entre les États, constituées de relations complexes de subordination, de domination ou de codépendance. Les États impérialistes individuels n'étaient jamais considérés

indépendamment de leur contexte historique ni évalués selon des critères ou des normes abstraits.

En 1916, Lénine constatait d'immenses disparités en matière de moyens industriels, militaires et financiers entre des puissances comme la Russie et le Japon et celles comme la Grande-Bretagne et les États-Unis. Malgré ces disparités, la Russie et le Japon étaient encore considérés comme des puissances impérialistes, capables de développer des industries monopolistiques, d'exporter d'importants capitaux et d'imposer leur domination aux pays voisins. Les États impérialistes étaient classés selon leur capacité à imposer leur domination de manière autonome. Tandis que la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les États-Unis étaient devenus des puissances « pleinement indépendantes », la Russie et le Japon étaient qualifiés d'impérialismes « partiellement indépendants ». Les contradictions inhérentes aux impérialismes dépendants et inégaux, tels que l'impérialisme russe, ne constituent pas une exception à la théorie marxiste de l'impérialisme. L'anomalie réside plutôt dans la domination mondiale incontestée, pendant plusieurs décennies, d'une seule superpuissance : les États-Unis.

L'inégalité historique de l'impérialisme russe

Aujourd'hui, le régime de Poutine rappelle, par son caractère et son rôle historique, celui de la Russie du début du XX^e siècle. À l'époque, les bolcheviks définissaient la Russie comme un État impérialiste incapable d'agir en toute indépendance vis-à-vis des grandes puissances impérialistes, en raison de la faiblesse relative de ses monopoles industriels et de son capital bancaire, tous deux partiellement contrôlés par le capital financier européen. Dans son *"Impérialisme"*, Lénine décrit la Russie comme un « impérialisme capitaliste moderne », « pour ainsi dire, enchevêtré dans un réseau particulièrement étroit de relations précapitalistes ». L'État russe compensait ce développement économique moindre par l'essor de l'appareil militaire tsariste, lui permettant de dominer les nations plus faibles qui l'entouraient. Avant sa destruction lors de la Révolution russe, l'empire tsariste mena de nombreuses incursions militaires contre les derniers territoires indépendants d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale, et s'étendit militairement dans la sphère d'influence déclinante de l'Empire ottoman, tentant même, sans succès, d'attaquer le Japon en 1904. La seconde guerre russo-japonaise, pour le contrôle de l'empire coréen et de certaines parties de la Mandchourie, provoqua un soulèvement populaire massif en Russie. La révolution de 1905 fut déclenchée par la pauvreté et le chômage de masse, la répression politique accrue du régime tsariste et la mobilisation forcée croissante ainsi que les pertes considérables subies durant la guerre. Près d'un million de paysans et d'ouvriers furent enrôlés de force pour servir au front, et environ 70 000 y trouvèrent la mort. Nicolas II fut contraint de capituler et de signer un traité de paix avec le Japon afin de réprimer le soulèvement populaire dans son pays.

L'arrivée au pouvoir de Poutine a ravivé des dynamiques similaires. La restauration capitaliste chaotique des années 1990 a été suivie, dès le début des années 2000, par la centralisation des forces bourgeoises et le développement de monopoles ainsi que par l'expansion des investissements étrangers. Les monopoles russes dépendaient de l'appareil militaire russe pour maintenir et accroître leur accumulation de richesses, en imposant des accords aux anciennes républiques soviétiques de Russie, devenues leurs semi-colonies. La faiblesse du capital financier russe, principalement concentré dans des secteurs industriels à faible valeur ajoutée tels que l'énergie et les mines, a conduit l'impérialisme russe à revendiquer sa zone d'influence régionale par des mesures extra-économiques, en imposant dans ces pays des régimes semi-coloniaux despotiques. Ces

régimes garantissaient des accords commerciaux et des accords de dette au profit de l'oligarchie russe et entravaient toute concurrence des monopoles occidentaux.

Aujourd'hui, la Russie de Poutine ne peut jouer un rôle totalement indépendant, même dans son environnement immédiat, sans s'associer à une puissance dont la force financière lui permet de maintenir la subordination d'États faibles. La Russie a d'abord développé un partenariat économique avec l'Allemagne, puis s'est progressivement rapprochée de la Chine, ainsi que de l'Iran et de la Corée du Nord. Ces dernières relations lui ont permis de contourner les sanctions impérialistes américaines et européennes et de préserver sa puissance géopolitique. Malgré sa relative faiblesse face aux principales puissances impérialistes indépendantes, la Russie est parvenue à soumettre sa périphérie semi-coloniale (des régions d'Europe centrale et orientale, le Caucase et les républiques d'Asie centrale), mais elle ne peut prétendre à concurrencer les puissances impérialistes indépendantes ni à s'imposer comme une puissance hégémonique mondiale.

De la restauration capitaliste au développement impérialiste

L'État russe moderne est né dans l'agonie de l'Union soviétique. L'effondrement de l'URSS fut un événement chaotique. La dissolution effective de l'Union soviétique en 1991 fut suivie d'une lutte de pouvoir entre différents secteurs de la bourgeoisie naissante, qui aboutit à une tentative de coup d'État manquée contre Mikhaïl Gorbatchev. Son successeur, Boris Eltsine, mit en œuvre une politique de « choc » caractérisée par des réformes économiques radicales, des privatisations massives, le libre-échange, la suppression du contrôle des prix et d'autres mesures similaires, avec le soutien du FMI, de la Banque mondiale et des gouvernements américain et européens. Cette initiative ne surgit cependant pas de nulle part. Elle était préparée par la dépendance économique croissante de l'URSS dans les années 1980, l'explosion de sa dette extérieure et son rôle grandissant de producteur de pétrole et de gaz dans la division internationale du travail, l'éloignant ainsi de son statut de puissance industrielle.

La restauration du capitalisme en Russie a entraîné un recul considérable de ses forces productives. Le pays, autrefois deuxième puissance économique mondiale, s'est retrouvé réduit à l'exportation de matières premières. La Russie a alors connu un afflux d'investissements étrangers visant à la transformer en semi-colonie. Les investisseurs étrangers prévoyaient des rendements incroyables ; en 1995, le *Wall Street Journal* tablait sur des gains potentiels de 2 000 % en trois ans. Cependant, la plupart des entreprises privatisées ont été accaparées par d'anciens fonctionnaires russes devenus oligarques, en raison des restrictions imposées aux achats directs d'actifs russes par des investisseurs étrangers. D'immenses entreprises publiques comme Norilsk Nickel, Youkos et Sidanko ont été vendues pour une fraction de leur valeur aux nouveaux oligarques – achetées avec de l'argent public détourné et transféré sur des comptes bancaires privés ; en substance, « le peuple russe a financé le pillage de son propre pays ».

Cette acquisition et accumulation d'actifs par les oligarques a toutefois permis de maintenir l'essentiel de la richesse en Russie entre les mains d'acteurs russes, et non de leurs partenaires étrangers. Après l'échec de la tentative de coup d'État d'août 1991 et la dissolution subséquente du KGB, nombre d'anciens membres du KGB se sont tournés vers le secteur privé ou le marché noir, bénéficiant d'avantages institutionnels considérables grâce à leurs fonds initiaux et à leurs relations politiques. Lorsqu'ils ne sont pas devenus eux-mêmes des oligarques, ils ont servi de bras armé pour consolider les positions des oligarques sur le marché, constituant ainsi une nouvelle classe dirigeante russe étroitement liée à l'ancien appareil de surveillance étatique.

Les conséquences de ce programme de choc ont été catastrophiques pour l'économie et la société russes dans leur ensemble. De 1989 à 1998, le PIB russe a chuté de 45 %, les inégalités de revenus ont explosé et le taux de mortalité a augmenté de 700 000 décès par an. Les salaires réels ont diminué d'un tiers et le chômage a progressé de 8 %. Le nombre de Russes vivant dans la pauvreté est passé de 2 millions en 1989 à 74 millions au milieu des années 1990. Sur le plan international, l'État était affaibli et manquait d'influence. Lorsque l'administration Clinton a accéléré l'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est dans les années 1990, Eltsine n'a pu guère faire plus que formuler des protestations inefficaces, avant de déclarer avec résignation : « Eh bien, j'ai essayé. »

Poutine est arrivé au pouvoir en promettant de mettre fin au chaos des années Eltsine et de restaurer l'empire russe. Au début des années 2000, l'économie russe s'est redressée, notamment grâce à la hausse des prix du pétrole et du gaz. Durant ses deux premiers mandats, le PIB russe a progressé de 70 %. Publiquement, Poutine a d'abord contesté le pouvoir des oligarques, déclarant vouloir « débarrasser la Russie des oligarques ». En pratique, cependant, les enquêtes et les persécutions n'ont visé que ses opposants politiques ; les oligarques proches de Poutine sont restés impunis et sont même devenus milliardaires. La richesse globale s'est encore davantage concentrée entre les mains de l'élite ; de 1991 à 2011, la fortune du cinquième le plus riche des Russes a doublé, tandis que celle du cinquième le plus pauvre a été divisée par deux.

L'essor des monopoles russes sous Poutine

L'arrivée au pouvoir de Poutine a assuré la poursuite de la privatisation des entreprises d'État et la constitution de quelques monopoles industriels dans des secteurs clés, par un processus d'intégration verticale. Certains de ces monopoles, comme Gazprom ou Lukoil, se sont développés au point de devenir des entreprises transnationales. Ce processus a été mené par des membres de l'ancienne bureaucratie soviétique, désormais assimilés à la bourgeoisie. Il s'est accompagné d'une centralisation rapide du capital et de la propriété. Afin d'encourager la formation de grands monopoles, le gouvernement russe a stimulé les fusions-acquisitions, dont le nombre est passé de 398 en 2004, pour un volume total de 25 milliards de dollars, à 3 684 opérations en 2010, pour un volume de 109 milliards de dollars, année record en termes d'acquisitions. L'économiste polonais Marek Dabrowski affirme qu'aujourd'hui, la propriété des entreprises russes est, de ce fait, « fortement concentrée », avec « une participation de contrôle moyenne de 57,6 % ».

Dans le cadre du processus de privatisation post-restauration, certains secteurs de l'économie sont restés formellement des « entreprises d'État », bien qu'ils soient gérés par des acteurs bourgeois qui accumulent indirectement les profits à titre privé. Le régime de Poutine a mis en œuvre un plan d'industrialisation sélective visant à réutiliser les atouts stratégiques développés par l'ancien État soviétique, en privilégiant les énergies fossiles, l'exploitation minière, l'armement et le nucléaire. Aujourd'hui, certaines entreprises énergétiques sont entièrement privées, comme Lukoil, tandis que d'autres, telles que Gazprom et Rosneft, sont détenues conjointement par l'État russe (40 à 50 %) et des actionnaires privés. Les monopoles de la chimie, de la sidérurgie et des mines sont tous contrôlés par des capitaux privés russes.

Si Poutine s'est d'abord concentré sur la production industrielle d'énergies fossiles, c'est en raison de l'abondance des ressources naturelles de la Russie. Le pays est devenu le deuxième producteur mondial de gaz naturel, assurant 12 % de l'offre mondiale. Avant la guerre en Ukraine, il produisait 13 % du pétrole brut mondial et 11 % des produits pétroliers raffinés, et dispose d'importantes réserves de métaux. De plus, la Russie est le

premier producteur de palladium, indispensable à l'électronique et aux pots catalytiques, et le deuxième producteur de cobalt, utilisé dans certaines batteries de véhicules électriques, ainsi que de gallium, une terre rare aujourd'hui très recherchée pour améliorer les capacités de l'intelligence artificielle. Enfin, la Russie est un leader mondial de la production de phosphate et son industrie agrochimique est en plein essor.

La plus importante entreprise monopolistique russe demeure Gazprom, le premier producteur mondial de gaz naturel, qui contrôle près d'un cinquième des réserves mondiales de gaz connues. L'expansion de Gazprom, Novatek et Rosneft en Europe de l'Est et en Asie centrale est liée au contrôle des gisements de pétrole et de gaz, ainsi que des infrastructures nucléaires, et surtout à la mainmise totale sur la distribution régionale. Ces entreprises sont également propriétaires d'axes et de gazoducs essentiels vers les marchés occidentaux et orientaux. Jusqu'en 2022, 35 % du gaz et du pétrole importés par l'UE provenaient de Russie. Avec la guerre en Ukraine, les monopoles énergétiques russes ont trouvé de nouveaux débouchés, comme la Chine et l'Inde. Au cours des premiers mois de 2023, par exemple, la Russie a détrôné l'Arabie saoudite en tant que premier fournisseur de pétrole de la Chine.

Les monopoles russes jouent un rôle nettement plus limité que ceux de la Chine ou d'autres grandes puissances impérialistes. En 2024, la Russie ne comptait que cinq entreprises – Gazprom, Lukoil, Rosneft Oil, Sberbank et VTB Bank – dans le classement Fortune des 500 plus grandes entreprises mondiales en termes de chiffre d'affaires. Elle se situe ainsi loin derrière des puissances impérialistes comme le Royaume-Uni (17), la France (24) et l'Allemagne (29), et encore plus loin des leaders que sont les États-Unis et la Chine, qui comptent chacun plus de 100 entreprises. À cet égard, la Russie se situe dans la même catégorie que les puissances impérialistes de moindre importance, telles que le Danemark (2), la Suède (1) ou l'Italie (5).

L'impérialisme russe et son étranger proche

La Russie actuelle est un État impérialiste qui, sans le poids économique de la Chine ni même de l'Espagne, exerce néanmoins activement son influence dans son voisinage immédiat. En Europe centrale et orientale, elle impose sa domination économique grâce à ses monopoles énergétiques et à l'endettement vis-à-vis d'elle. Elle détient également une influence militaire, économique et politique considérable sur une grande partie du Caucase et de l'Asie centrale. Ce dernier cas illustre parfaitement la manière dont l'impérialisme russe exerce sa domination.

Avant l'écroulement de l'URSS, les républiques d'Asie centrale étaient fortement subventionnées par les Soviétiques. Les subventions russes représentaient une part très importante de leur PIB. Après la chute de l'URSS, ces subventions se sont poursuivies, anticipant une acceptation croissante de l'hégémonie capitaliste russe. Une étude de 2011 concluait qu'en 1992, les subventions russes représentaient encore 25,1 % du PIB du Kazakhstan, 22,6 % de celui du Kirghizistan, 42,3 % de celui du Tadjikistan, 67,1 % de celui du Turkménistan et 69,2 % de celui de l'Ouzbékistan. À mesure que les républiques nouvellement indépendantes cherchaient à s'affranchir de leur dépendance à l'égard de la Russie, les subventions ont été supprimées. Les républiques d'Asie centrale ont ainsi perdu 40 milliards de dollars de subventions. Les sommes non versées à l'ancienne URSS au titre des ventes d'énergie ou d'armes sont devenues une dette extérieure envers la Russie, qui, en contrepartie, s'est appropriée les infrastructures et les capacités de production d'Asie centrale par le biais d'échanges de dettes contre des actions. Cette nouvelle dépendance à la dette a permis à la Russie de renforcer son emprise sur

l'approvisionnement énergétique, les prix, les marchés et les transports dans la région. Elle a également conduit à la mise en place de dispositifs de « sécurité » contre les « terroristes » afin d'aligner les républiques d'Asie centrale sur ses propres intérêts.

Sous Poutine, la décision d'appliquer les prix du marché européen au gaz pour les importateurs d'énergie d'Asie centrale a eu un impact considérable, tout comme en Arménie. Parallèlement, la fragilité des économies des républiques d'Asie centrale a poussé des millions de travailleurs migrants vers la Russie. Leurs transferts de fonds représentaient une part importante du PIB de certaines de ces républiques. Cela a permis à la Russie de recourir à la menace d'un durcissement de sa réglementation migratoire pour contraindre les républiques d'Asie centrale à rejoindre l'Union économique eurasiatique (UEE), un bloc commercial créé en 2014, qui favorise les intérêts russes et regroupe aujourd'hui 183 millions d'habitants pour un PIB cumulé de 2 400 milliards de dollars.

La guerre impérialiste de la Russie contre l'Ukraine depuis 2014

L'agression militaire de Poutine contre l'Ukraine doit être comprise comme la manifestation la plus flagrante de l'impérialisme russe. En 2014, l'annexion de la Crimée et d'une petite partie du Donbass par Poutine répondait à la menace qui pesait sur les investissements et les intérêts politiques russes en Ukraine, et constituait également une soupape de sécurité face à la crise interne de son régime, alimentée par un mouvement d'opposition né en 2011-2012 et qui avait rassemblé des dizaines de milliers de personnes dans les rues. Huit ans plus tard, Poutine a envahi et occupé 20 % du sud-est du pays. Tout au long de cette intervention militaire, les bénéficiaires ont été les propriétaires capitalistes monopolistes des secteurs de la production militaire et de l'extraction des ressources naturelles.

Depuis sa reprise après la crise économique des années 1990, la Russie a exercé une influence considérable sur l'Ukraine. Avant la révolution de Maïdan en 2014 qui a renversé Ianoukovitch, la Russie était la force politique et économique dominante du pays, malgré les appels de l'Union européenne. L'Ukraine était alors soumise à une dépendance énergétique russe, rapidement muée en dépendance financière. En 1991, l'Ukraine achetait « 60 % de son gaz et près de 90 % de son pétrole à la Russie » et ne pouvait couvrir qu'un tiers de ses besoins énergétiques, dépendant de la Russie pour le reste. En 1993, la Russie a multiplié par cinq le prix du gaz, puis l'a doublé en 1996 pour l'aligner sur les prix du marché mondial, marquant ainsi le début d'un endettement massif de l'Ukraine. Pour s'assurer d'être remboursée, la Russie a eu recours à des conversions de dettes en actions, par lesquelles des entreprises russes acquièrent des parts dans les installations de production industrielle et de transport de gaz ukrainiennes. En 2012, l'Ukraine n'était plus en mesure de payer les prix élevés exigés par la Russie. Face au refus du FMI de toute aide financière, elle s'est de nouveau tournée vers la Russie pour obtenir un prêt encore plus important afin de rembourser sa dette de 2 milliards de dollars auprès de Gazprom. Sur un total de 10 milliards de dollars de dette extérieure à rembourser d'ici 2021, l'Ukraine ne devait que 3,7 milliards au FMI ; le reste était dû à la Russie, principalement à Sberbank.

Le mouvement démocratique de Maïdan en 2014 constituait en partie une contestation de ce chantage financier, alimenté par l'ingérence politique russe dans les affaires ukrainiennes et une corruption généralisée. Rapidement soutenu par les États-Unis et l'Union européenne, il s'est avéré désastreux pour la Russie avec la chute du gouvernement Ianoukovitch, qui lui était favorable. En réponse, Poutine est intervenu pour

garantir le remboursement de sa dette en s'emparant de la péninsule de Crimée et d'une partie du Donbass. Selon le *Washington Post*, l'Ukraine « possède certaines des plus importantes réserves mondiales de titane et de minerai de fer, des gisements de lithium inexploités et d'immenses gisements de charbon. Leur valeur totale se chiffre en dizaines de milliers de milliards de dollars. » L'occupation russe du sud-est de l'Ukraine visait, entre autres, à s'emparer d'une partie de ces ressources, ainsi que de son industrie sidérurgique et de ses ressources agricoles.

L'invasion de 2022 n'était que la continuation du même plan impérialiste et annexionniste, compte tenu de l'absence de réaction face à l'agression de 2014. Poutine, enhardi, a accéléré son projet de restauration de l'ancien empire russe. En amont de cette nouvelle agression, il avait préparé le pays sur le plan économique afin de mieux résister aux sanctions de l'UE et des États-Unis, en réduisant son déficit public et en accumulant des réserves de devises étrangères. Il a également attisé le nationalisme grand-russe et le sentiment anti-occidental, et proclamé que la nation ukrainienne n'existait pas. Le régime a repris à son compte le vieux prétexte impérialiste selon lequel la zone d'influence « naturelle » de la Russie avait été violée par l'expansion de l'OTAN, et que le pays avait le droit légitime de la reconquérir.

Comme l'a expliqué la socialiste ukrainienne Hanna Perekhoda, le déni de la nation ukrainienne par le régime russe et l'extrême droite internationale n'a rien de nouveau. L'idéologie impériale russe et les premières tentatives de « russification » remontent au XVIII^e siècle. Elles se sont développées à la fin du XIX^e siècle, lorsque les élites russes ont œuvré à l'assimilation forcée des Ukrainiens, qualifiés de « Petits Russes », et des Biélorusses, qualifiés de « Russes blancs », au sein de la nation « Grande-Russie », poursuivant un objectif similaire à celui du mouvement d'unification allemand et d'autres mouvements pan-nationalistes européens. La subordination et l'intégration de ces nations slaves orientales voisines à une identité russe affirmée étaient perçues comme « une mesure essentielle au maintien de la compétitivité de l'Empire ». Cette vieille idéologie nationaliste-impérialiste, farouchement combattue par le mouvement socialiste révolutionnaire au tournant du XX^e siècle, connaît un regain de popularité depuis l'arrivée au pouvoir de Poutine en 2000.

L'économie de guerre de Poutine

Poutine a instrumentalisé la nouvelle guerre en Ukraine pour renforcer l'emprise de l'État sur les principaux secteurs stratégiques de l'économie et consolider son pouvoir impérialiste. L'instauration d'une économie de guerre a permis au gouvernement de mobiliser des ressources et une autorité étatiques sans précédent afin de favoriser la concentration des monopoles stratégiques au service de l'effort de guerre, en passant outre les décisions privées lorsque cela s'avérait nécessaire. Un rapport de 2024 indique que « les régions à forte concentration d'industries de construction mécanique ont particulièrement bénéficié d'une augmentation considérable des achats publics d'équipements militaires » et que « certaines régions pauvres de l'Extrême-Orient russe ont profité d'une hausse des investissements dans les infrastructures de transport, la Russie cherchant à réorienter davantage son commerce extérieur vers la Chine ». De fait, près de 40 % du budget de l'État sont consacrés à la guerre. L'Institut suédois de recherche sur la paix (SIPRI) estime que les dépenses militaires totales de la Russie ont atteint 7,1 % de son PIB en 2024 (à titre de comparaison, elles représentaient 5,4 % en 2015). Par ailleurs, alors que la plupart des actifs autrefois publics avaient été privatisés dans les années 1990, Poutine a fait de la renationalisation de toutes les entreprises stratégiques, notamment celles des secteurs des énergies fossiles, militaro-industriel,

chimique et agricole, une priorité juridique en janvier 2023. L'objectif était de créer des monopoles plus compétitifs, supervisés par l'État, sur le modèle chinois. On estime qu'« au sein du seul complexe militaro-industriel, 15 entreprises stratégiques, d'une valeur totale d'environ 4 milliards de dollars, ont été restituées à l'État à partir de mars 2024 ». Dans plusieurs cas, ces renationalisations concernaient des actifs privatisés il y a plus de 30 ans. Souvent, Poutine a procédé à ces renationalisations par le biais de saisies d'actifs ordonnées par la justice. Dans d'autres cas, les transactions sont menées par le Kremlin. Le *Wall Street Journal* rapportait en novembre dernier que Poutine envisageait une fusion majeure des trois plus grandes compagnies pétrolières du pays, afin de mieux compenser les pertes subies par Gazprom du fait des sanctions et d'être plus compétitif sur le marché. Selon ce plan, Rosneft Oil, entreprise publique, absorberait Gazprom et Lukoil, ce qui en ferait « le deuxième producteur mondial de pétrole brut, après Aramco d'Arabie saoudite, avec une production près de trois fois supérieure à celle d'Exxon Mobil ».

Les deux principales faiblesses du capitalisme monopolistique russe demeurent la faiblesse de ses capitaux financiers et le sous-développement de son industrie. Au cours des trente dernières années, et malgré les efforts déployés pour développer une production nationale à plus forte valeur ajoutée, la Russie n'est pas parvenue à une industrialisation plus équilibrée. Sa production d'équipements et de biens de consommation est très faible et dépend depuis des décennies des importations. L'économiste Michael Roberts estimait qu'en 2023, « l'industrie minière représentait environ 26 % de la production industrielle brute » et que trois secteurs – l'extraction de pétrole brut et de gaz naturel, la production de coke et de produits pétroliers raffinés et la production de métaux de base – représentaient plus de 40 % du total.

Par le passé, les tentatives de développement des industries automobile et aérospatiale n'ont pas abouti. Les seuls progrès notables concernent le développement réussi de certains secteurs agro-industriels, permettant à la Russie de réduire rapidement ses importations alimentaires pour certains produits, ainsi que les investissements dans la production d'énergie nucléaire. Poutine a profité de l'économie de guerre pour investir dans des secteurs de substitution aux importations, tels que « la construction mécanique, qui comprend la fabrication de produits métalliques finis (armements), d'ordinateurs, d'optique et d'électronique, et de matériel électrique ». Ces efforts semblent toutefois insuffisants. Bien que la guerre et les sanctions aient accru la demande intérieure de produits manufacturés, le keynésianisme militaire, à lui seul, ne permettra probablement pas de surmonter les disparités structurelles du développement industriel russe ni d'accroître sa productivité à long terme.

De plus, la Russie ne peut soutenir cet effort de guerre indéfiniment sans un soutien extérieur plus important et durable. Ses réserves s'épuisent, Gazprom subit de nouvelles pertes et le pays est confronté à une grave pénurie de main-d'œuvre en raison de l'effort de guerre. Au total, 1,5 million de Russes ont été mobilisés pour le front et plus d'un million ont quitté le pays. Les employeurs russes estiment à 2,5 millions le nombre de personnes manquantes pour travailler dans les secteurs clés.

Plus important encore, les contradictions sociales et politiques s'accroissent dans le pays. L'offensive de Poutine a fait au moins 830 000 victimes russes et aggravé la pauvreté. Entre 13 et 18 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, et l'inflation des prix alimentaires cumulée atteint 24,6 %. La population active russe est de plus en plus touchée par la guerre, et il n'est pas exclu qu'une conjonction de facteurs puisse engendrer des fissures dans le pouvoir de Poutine.

Évolutions et contradictions de l'impérialisme russe

L'impérialisme russe reste dynamique comparé à ses rivaux occidentaux. Son PIB a progressé de 3,6 % en 2024, soit plus qu'au Royaume-Uni (0,6 %), dans l'UE (0,9 %) et aux États-Unis (2,8 %), et devrait croître de 2,5 % en 2025. Cette croissance s'explique en grande partie par la répression brutale dont a fait preuve Poutine face à toute forme d'opposition à la guerre, afin d'imposer sa politique d'économie de guerre. Il a également réussi à accroître le recrutement militaire parmi les migrants d'Asie centrale et les nationalités opprimées, moins à même de résister. Son régime est de plus en plus autoritaire et allié à l'extrême droite. Dès le premier mois de l'invasion, plus de 15 000 manifestants pacifistes ont été arrêtés en Russie et des lois de censure ont été promulguées, interdisant toute critique de l'agression militaire ou des crimes de guerre commis par l'armée russe. Les contrevenants encourrent jusqu'à 15 ans de prison.

Malgré les prédictions annonçant l'effondrement de la Russie sous le blocus économique occidental, l'impérialisme russe a profité de la forte dépendance du marché européen aux énergies fossiles, et donc de sa lenteur à s'en détacher partiellement. Dès que les sanctions ont commencé à impacter les ventes de gaz, la Russie a conclu de nouveaux accords économiques avec la Chine, l'Iran et d'autres partenaires. En 2024, l'UE a pourtant importé pour 7,6 milliards de dollars de GNL russe. Cette année, l'Ukraine a publié un rapport estimant que la Russie a engrangé 847 milliards d'euros de recettes issues des énergies fossiles depuis le début du conflit, malgré les sanctions occidentales, principalement grâce aux ventes de pétrole brut à ses nouveaux partenaires commerciaux. Ceci s'explique par le fait que les sanctions occidentales ont été mises en œuvre avec plusieurs failles délibérées, comme le maintien de certaines petites banques russes dans le système bancaire SWIFT pour commercer avec l'Europe, ou le recours à des pays intermédiaires tels que la Turquie, la Serbie ou la Bulgarie pour permettre les échanges commerciaux entre la Russie et les puissances occidentales via une « flotte fantôme » de plus de 500 navires non assurés. De plus, le contrôle étatique des banques a permis de protéger les capitaux financiers russes des sanctions et des blocus, et d'accroître leurs profits.

Un autre développement majeur est le renforcement des relations entre la Russie et la Chine. Les échanges commerciaux entre les deux pays ont augmenté de 64 % depuis 2021, permettant ainsi à Poutine de maintenir l'économie de guerre à flot pendant le conflit. La Russie exporte la moitié de son pétrole vers la Chine, et les produits chinois représentent 38 % des importations russes. La Chine fournit notamment 63 % des machines à commande numérique qui soutiennent l'arsenal russe. Bien que les deux puissances aient des intérêts communs dans ces échanges, leurs relations restent inégales et parfois contradictoires. Elles se disputent également des zones d'influence comme l'Asie centrale. La Chine, par exemple, construit la ligne ferroviaire Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan, dont la construction devrait s'achever en 2025, afin de pouvoir s'emparer des marchés d'Asie centrale que la Russie considère comme faisant partie de sa sphère d'influence.

De même, la guerre en Ukraine a incité le Kremlin à resserrer ses liens avec ses partenaires au Moyen-Orient, notamment après la chute d'Assad, un allié fidèle. Malgré ce revers, Poutine entend maintenir ses deux bases militaires en Syrie. Dès le début du conflit ukrainien, l'Iran a fourni plus de 2 000 drones à Poutine. Cela a permis à la Russie de gagner du temps pour accroître sa production nationale de drones et même localiser la fabrication des drones iraniens. En 2025, un accord de libre-échange a été conclu entre l'Iran et l'Union économique eurasiennne, dirigée par la Russie, et les deux pays ont

entamé l'intégration de leurs systèmes de paiement nationaux. Cela étant dit, en matière de partenariats économiques visant à contrer les sanctions occidentales, les relations avec la Turquie et les Émirats arabes unis sont plus importantes qu'avec l'Iran.

Le fait le plus marquant, cependant, est que Poutine n'est pas parvenu, militairement, à vaincre la résistance ukrainienne et à remporter la guerre aussi rapidement qu'espéré. Les travailleurs russes sont entraînés dans un conflit prolongé qui épuise les ressources du pays et creuse les inégalités. L'armée russe a subi des revers importants et des pertes humaines supérieures à celles de l'Ukraine. Elle a dû recourir, sans grand succès, à des soldats nord-coréens pour renforcer ses lignes de front. Le peuple ukrainien, quant à lui, a fait preuve d'une force de caractère remarquable et a résisté héroïquement pendant plus de trois ans, malgré les trahisons répétées de son gouvernement. La lutte des classes demeure l'élément déterminant qui façonnera l'avenir de l'impérialisme russe. La réorientation de l'économie vers la production de guerre, bien qu'ayant permis un certain renforcement de secteurs économiques, n'a pas résolu les inégalités persistantes de l'impérialisme russe. Par conséquent, de futures agressions militaires contre l'Ukraine ou d'autres pays voisins susceptibles de contester le pouvoir de Poutine restent une possibilité. Le rapport de forces pourrait évoluer si un bloc plus formel se formait entre la Chine et la Russie. Dans l'intervalle, la solidarité avec tous les peuples opprimés par l'impérialisme russe, ainsi qu'un programme indépendant de lutte des classes, demeure une nécessité absolue. Ceci est essentiel pour redynamiser la lutte de la classe ouvrière russe contre ses dirigeants despotiques.